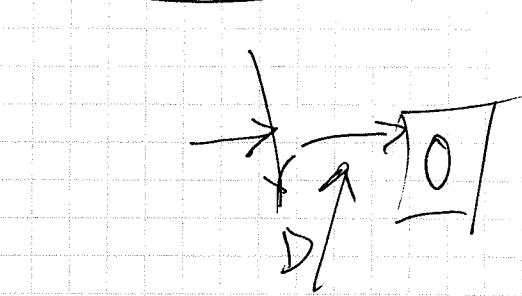


## Présentation

- ① Inv. par le Collège
- Double honneur : ② Présentation par J.Y. Moinin.
- Remercements : Moinin, René-Jean Dupuy, les prof. du Collège.
- les économistes du Collège de France
  - Say, Chérail, Leroy-Beaulieu... Perroux, Malraux.
- Liaisons Réalités → théories : expression du Génie français.
- Dédicace à Fr. Perroux.
  - m'a accueilli en 68/69
  - Ses conceptions : l'éco. dominante et l'effet de domination.
    - Pouvoir et économie.
    - Angle-influence et pouvoir de domination



~~Etat~~  
~~Etat~~ →  
~~Etat~~

# INTRODUCTION

## 1. 1. Un constat et deux contradictions

- Résumé (lire) p. 2/3 (quelques lignes)

### 1.1. Un "prix plancher" jamais percé

- les faits : jamais moins que 14\$/bl.
- les changements structurels
- Comment expliquer

## 1. 2. La logique des coûts

(lire) p. 5

## 1. 3. La logique de la sécurité

- Intro : (lire)
- la politique américaine
  - Objectif à 2 volets.
  - Position de Kissinger et G. Bush.
  - Position de l'Arabie Saoudite

## 1. 4. "Plan long" et "plan court"

- Explication... et impossibilité théorique d'une solution
- Rejet de la thèse du complot.

⇒ Propos d'étapes (lire page 11)

## 2. Les leçons de la crise du Golfe

Intro ⇒ (lire) p. 12 (99s. lignes)

### 2. 1. les pays du Golfe sortent plus dépendants des Etats-Unis

- justification de l'Irak par la pol. des prix du Koweït
- Retour à un comportement idéologique ⇒ suppression de souveraineté ⇒ Nation Arabe.
- Accroissement du sentiment d'insécurité et recours aux Etats-Unis.

### 2. 2. La crise pétrolière évitée de justesse

- Augmentation de la prod. et utilisation des capacités
  - Arabie Saoudite / OPEP
  - Non-OPEP
- Produire à la limite des capacités ⇒ risques grandissants (fil du rasoir)

### 2. 3. Le poids de l'Arabie Saoudite

- Sans elle, crise comparables à 73 et 80.
- Rème pour le futur, l'augmentation de sa capacité est prioritaire.
- Problème de financement.

## 2. 4. Des prix politiques dans des marchés libres

(lire 11)

## X Introduction

La thèse qui avait cours, à la veille jusqu'à la veille de la récente crise du Golfe, était que le pétrole aurait perdu son rôle "stratégique", qu'il serait devenu une banale matière première subissant, comme toutes les autres matières premières, les lois "neutres" du marché. "La tempête du désert" est venue balayer sans ménagement ces certitudes et démontrer, s'il en était besoin, le rôle stratégique et vital que conserve toujours le pétrole. Elle est venue ~~aussi~~ <sup>surtout</sup> souligner, encore un fois, l'imbécilation et l'interdépendance entre l'économique et le politique dans tout ce qui touche au pétrole.

Même si il n'était pas l'unique enjeu de cette crise, le pétrole était sans aucun doute au cœur même de ses trois phases successives : son déclenchement, son déroulement et, aujourd'hui, ses conséquences. C'est à partir du pétrole, ~~que~~ de ses heures et de ses malheurs, que l'on peut en effet comprendre une grande partie des motivations, stratégiques et comportements des principaux protagonistes de cette crise.

Cette réintroduction brutale du politique, voire du militaire, sur la scène pétrolière, attire une nouvelle fois l'attention sur des problèmes fondamentaux, et permanents depuis la première crise de 1973, dont la compréhension commande une bonne interprétation des événements. La crise du Golfe doit, à cet égard, être considérée comme un cas clinique à partir duquel on peut repérer les questions suivantes : quelles sont les règles du jeu pétrolier ? selon quelle problématique peut-on les appréhender ? quels sont les points contradictions et les points de ruptures politico-économiques qui menacent en permanence le système pétrolier ? bref, quels sont les liens qui existent entre pétrole, économie et politique ?

Répondre à ces questions revient à proposer, à la lumière de l'histoire agitée les vingt dernières années et non seulement de la ~~déscente~~ crise, une grille d'analyse, non une thèse, qui viendrait mettre un peu d'ordre dans ~~ce~~ le saisi d'une réalité fort complexe et bien mouvante. Ni la thèse de la "banalisation" du pétrole (explication par l'économie seule), dont je viens de constater l'évanouissement, ni la thèse du "complot",

\* agissements occultes de tel ou tel pays, ne me sembleront satisfaisantes pour expliquer cette réalité. Mieux vaut, par conséquence, aborder la question pétrolière en analysant en même temps les convergences et les divergences dans les intérêts économiques et politiques qui poussent les acteurs, parfois aux compromis et parfois aux ruptures.

Je dois toutefois admettre, dès le départ, qu'en soulevant de telles questions et en optant pour une telle démarche, je prends le risque d'emprunter une voie difficile sans être muni d'une ceinture de sécurité, d'une référence théorique solide et bien établie. ~~En effet~~, malgré le rôle important et communément admis qu'exercent les facteurs politiques sur les activités économiques, nous manquons jusqu'à présent d'une théorie bien admise ayant réussi à intégrer les effets du pouvoir dans l'analyse économique. C'est pour cette raison, justement, que les lignes qui suivent n'ont pas la prétention de défendre une thèse, mais plutôt de proposer à la discussion une tentative d'analyse.

Dans un premier temps, je commençai par dessiner les contours d'une problématique pétrolière générale en prenant comme point d'appui un indice statistique incontestable, ~~voir~~ <sup>soulignant</sup> même incontournable, et en ~~soulignant à partir de la fin~~ <sup>soulignant à partir de la fin</sup> ~~dégageant, ce sujet~~, deux contradictions qui forment, me semble-t-il, la trame même du problème pétrolier. Je passerai, ensuite, à l'examen des principales leçons qui découlent de la récente crise du Golfe, en les traitant comme autant de tests des conclusions de la problématique générale proposée. La troisième et dernière partie de mon exposé, sera consacrée à quelques réflexions touchant ce que d'aucuns appelle déjà "le nouvel ordre pétrolier"; ce sera à dire les nouvelles qui sont, <sup>pour désigner</sup> une appellation médiatique / des réalités qui ont émergées des découvertes de la ~~seconde guerre victorieuse des Etats-Unis et de ses alliés contre l'Irak ainsi, d'autre~~ <sup>pour désigner</sup> invasion du Koweït par l'Irak et de la guerre victorieuse des Etats-Unis et de ses ~~que par l'invasion~~ alliés contre ce dernier pays.

## 1. Un constat et deux contradictions

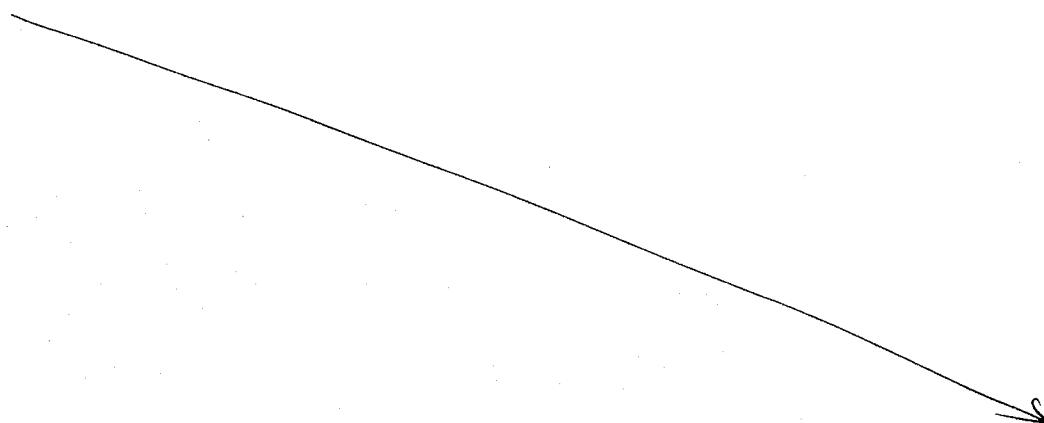
Si l'on veut résumer, à partir de l'évolution des prix, l'ensemble de la problématique pétrolière, il vaut mieux faire un constat et deux contradictions.

s'ue "prix plancher" qui n'a jamais été posé tout au long des vingt dernières années, et par l'inexistence d'un "prix plafond" communément accepté et stable. <sup>Cette</sup> l'<sup>e</sup>'existence de l'<sup>e</sup>"prix plancher" est la ~~con~~ conséquence de l'adoption d'une logique de sécurité de b<sup>r</sup>eférence à une logique économique pure, tandis que l'inexistence d'un "prix plafond" et la manifestation, à l'intérieur de l'OPEP, des contradictions qui divisent les pays producteurs entre les tenants du "plan long" et ceux du "plan court". X

### 1.1. Un "prix plancher" jamais posé

La figure 1 (B.P. Statistical Review, 1990) retrace l'évolution du prix moyen du pétrole brut de 1970 à nos jours. A la lecture de ce graphique, un contraste frappant ne manquera pas d'apparaître entre la période 1900-1970 et la période qui commence en 1973. Alors que la première semble se caractériser par une relative stabilité, la deuxième période en revanche est visiblement dominée par des fluctuations très grandes et de grande ampleur.

Durant tout au long de cette dernière période, les prix moyens <sup>courants</sup> sont, en effet, évolués de 1,90 \$/bl en 1972 à 11 \$/bl en 1974, à 36 \$/bl en 1981, pour revenir à 14 \$/bl en 1986 et à 17 \$/bl en 1989. En somme, les prix ont connu, dans un interval de moins de vingt ans, deux explosions (en 73/74 et 78/80), un effondrement (en 1986), une période de quasi stagnation (1975-78), une période d'érosion continue (1981-85) et une période de volatilité et d'incertitude (de 1987 à nos jours). X



Malgré cette histoire fort mouvementée — et qui prenait un malin plaisir à déjouer toute tentative de nationalisation, d'explication ou de prévision — il se dégage pourtant une constante qui attire l'attention et qui sollicite une explication. Durant toute la période qui va de 1973 à nos jours, jamais les prix pétroliers n'ont vu leur niveau baissé au-dessous d'un seuil de 14/15 \$/bl, ni en dollars courants, ni en dollars constants (à de 1989). Même pendant la guerre des prix de 1986, leur niveau n'a baissé à 7\$/bl que pendant quelques jours au moment où le prix moyen, pour toute l'année 1986, s'est en fait située à environ 14\$/bl. A bien y regarder, on dirait qu'il existe une sorte de "prix plancher" qui n'a effectivement jamais été percé durant toute la période sous examen. \*

Cette constante dans l'évolution des prix pétroliers est d'autant plus troublante que, dans l'intervalle, la structure des marchés et des prix n'a cessé de se modifier d'une manière telle que presque tous les cas de figures possibles, à cet égard, furent expérimentés. Pour ce qui concerne <sup>①</sup> la fixation des prix, tout d'abord, nous avons vu se succéder le système du prix officiel de l'OPEP (1973-80), le système mixte prix officiel/prix spot (1981-85), la domination du prix spot (depuis 1986) et sa régionalisation (Dubai, Brent, West Texas Intermediate). Sur le plan de <sup>②</sup> la structure du marché, ensuite, nous avons pu observer le passage d'une structure industrielle intégrée verticalement et horizontalement par les compagnies pétrolières à une structure bicephale de contrôle (les pays producteurs contrôlant l'amont, les compagnies pétrolières l'aval), l'emergence et le développement des marchés libres au dépend du marché-OPEP et l'amorce de nouvelles formes d'intégration verticale associant quelques pays producteurs et quelques compagnies. Finalement, sur le plan de la composition de l'offre globale, nous avons aussi enregistré, depuis le début des années 80, une diminution continue des parts de marché des pays de l'OPEP en faveur des pays non-OPEP (de 60/65% dans les années 70 à 30/35% dans les années 80) et les tentatives multiples des premiers pour récupérer leurs parts, même en pratiquant une guerre dévastatrice des prix comme en 1986.

Si l'on se contente d'adopter le critère "douceur de vie", souvent évoqué dans les

tente de dire, à la lecture d'une histoire tellement boudissante et sans répit, que c'est plutôt la l'OPEP qui a introduit la concurrence et les bouleversements dans un secteur qui, jusqu'en 1973, était manifestement livré à une morte tranquillité ! Mais la réalité est encore plus complexe, car comment, dans ce cas, expliquer l'existence même de ce "prix plancher" et surtout sa persistance sous diverses structures de marché ?

## 1.2. La logique des coûts ← = économique =

La première explication de ce phénomène, la plus simple et certainement la plus réponse, surtout ~~dans~~ parmi les économistes anglo-saxons, peut se résumer en très peu de mots à partir des travaux d'un représentant en vue de cet école de pensée qui est M. Adelman (1986).

Cet auteur commence par constater que le coût de remplacement d'un baril de pétrole (où le coût marginal qui, selon lui, est la somme du coût marginal d'extraction et du coût marginal du capital investi pour maintenir où augmenter la production) extrait en 1978 aux Etats-Unis est environ 69 fois plus élevé que celui de l'Arabie Saoudite. Ce coût est de 0.13\$/bl alors ce dernier pays au moment où il est de 8.06\$/bl aux Etats-Unis.

A partir de ce constat, la logique économique ~~s'explique~~ conduit nécessairement, selon Adelman, à trois conclusions <sup>La première est que</sup> : la rareté n'explique pas le niveau des prix (ni les prix courants, ni le "prix plancher"), <sup>La deuxième est que</sup> l'écart <sup>considérable</sup> entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, un marché concurrentiel ~~et libre~~ ferait en sorte que la demande globale <sup>soit</sup> d'abord satisfaite par les producteurs à réserves abondantes et faibles coûts (l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe) avant de mettre à contribution les producteurs à faibles réserves et à coûts élevés (les Etats-Unis et le reste du monde). La rente différentielle que le premier groupe de pays encaisse actuellement tendrait alors à diminuer et pourrait <sup>à terme</sup> disparaître complètement. <sup>La troisième conclusion est,</sup> <sup>en</sup> la troisième conclusion, qui vient bouler l'argumentation, est que si les prix ne baissent pas à un niveau <sup>proche des</sup> ~~plus bas~~ coûts (ce qui est le principe) d'une économie concurrentielle) c'est que, selon Adelman, l'OPEP est un cartel dont la fonction est de dresser un barrage contre la baisse des prix : "Éliminez ce barrage et les prix s'effondrent" (Adelman, 1986, p. 394).

### 1.3. La logique de la sécurité

Très réduisante à prime abord, cette logique des coûts oublie, toutefois, de tenir compte d'une autre logique, tout aussi défendable, qui est la logique géo-politique où, plus précisément, de la sécurité des approvisionnements pétroliers.

Car la première conséquence qui découlle de la logique économique stricte est que, dans un marché libre, le ~~coût~~ pétrole à coût faible ne tardera pas à expulser de ce <sup>même</sup> marché le pétrole à coût élevé pour prendre sa place. Ce qui veut dire, dans le cas des Etats-Unis notamment, la diminution radicale et éventuellement l'arrêt complet de la production pétrolière de ce pays, suivi par une augmentation <sup>une telle</sup> ~~permettre~~ ~~en~~ ~~principe~~ de sa dépendance envers les sources extérieures d'approvisionnements. ~~Cela aurait~~ ~~permis~~ ~~en~~ ~~principe~~ comme il est dans la réalité : un ensemble d'entités souveraines et différentes les unes des autres par leurs intérêts et leurs objectifs. Et il se trouve que les Etats-Unis veulent éviter d'être complètement dépendants d'un pays ou d'un groupe de pays concentrés dans une région explosive politiquement.

D'autant plus, que ~~les~~ nationalisations des multinationales du pétrole par les pays producteurs, tout au long des années 70, avaient déclenchées comme une sorte de relation dialectique entre le contrôle de la ressource et la sécurité des approvisionnements. Plus les pays producteurs augmentaient leur contrôle, plus les pays importateurs industrialisés cherchaient à faire diminuer leur dépendance envers le pétrole, comme source d'énergie, et envers l'OPEP, comme source d'approvisionnement pétrolier.

Même si l'on entend dire, de temps à autre, que les Etats-Unis n'ont pas de politique pétrolière, ce qui, en dernier ressort, est une absurdité, il est en revanche tout à fait clair que <sup>au moins</sup> ~~ceux~~ ~~qui~~ ~~ont~~ ~~défini~~ ~~longtemps~~ un objectif stratégique à deux volets. Le premier est de diminuer autant que possible ~~leur~~ ~~dépendance~~ ~~pétrolière~~ ~~sous~~ ~~trop~~ ~~compromettre~~ ~~leur~~ ~~croissance~~ ~~économique~~ par des prix pétroliers très élevés et hors de tout contrôle. Le deuxième est d'autre part assurer la sécurité des importations (~~quantité et prix~~) qui ils

Même si l'on entend dire, de temps à autre, que les Etats-Unis manquent d'une politique énergétique, ce qui en stricte vérité est faux, il n'en demeure pas moins clair que ce pays a depuis longtemps un objectif stratégique bien précis et à double volets. Le premier est, au moins, de ne pas trop augmenter sa dépendance pétrolière, ce qui implique une hausse des prix qui, tout en favorisant cet objectif, ne compromet pas trop le rythme de sa croissance économique. Le second volet de cet objectif stratégique est d'assurer la sécurité des importations pétrolières que ce pays est obligé d'effectuer pour équilibrer son bilan énergétique, surtout si la provenance de ces importations est la région névralgique du Golfe.

Par conséquent, si le prix courant du pétrole reste dans le voisinage des coûts moyens des gisements américains, le premier volet de l'objectif sera, dans une certaine mesure, réalisé, dans ce sens que ces gisements continueront à produire. D'ici là, l'écart entre les coûts de production aux Etats-Unis et en Arabie Saoudite, auquel j'ai fait référence plus haut, sera autant en quelque sorte le prix que le premier payer accepte de payer) pour préserver son industrie pétrolière nationale de la fermeture que pour s'assurer, ainsi, d'une marge de sécurité face aux importations étrangères. Le deuxième volet de l'objectif, qui est de protéger la sécurité de ces dernières, exige bien entendu, d'autres mesures que celles du niveau des prix. Ces mesures sont : la politique de stockage stratégique, une plus grande coopération au sein de l'Agence Internationale de l'Energie pour répartir les stocks en cas de crise, le renforcement des relations bilatérales avec les pays du Golfe (surtout l'Arabie Saoudite) ... etc. Tout au long des vingt dernières années, les Etats-Unis ont effectivement mis encouragés et mis en place toutes ces mesures, en faisant clairement entendre, de temps à autre, qu'ils n'excluraient pas le recours à la force militaire pour protéger, en dernier ressort, la sécurité de leurs approvisionnements pétroliers à un "prix raisonnable".

Dès 1974, H. Kissinger a même pris la précaution de préciser ce prix en déclarant que, pour les Etats-Unis, un prix qui dépasserait un plafond (7 \$/bbl (1974)) entraînerai, selon lui, "l'étranglement" de l'économie de ce pays ainsi que de l'économie mondiale. Le prix plafond suggéré était, en revanche, un prix qui tout en ne décourageant pas trop l'exploration et la production des

Pendant toute la période 1974-81, l'Arabie saoudite avait essayé, sans grand succès, à faire adopter ce prix par l'OPEP. Dès lors, le prix suggéré par H. Kissinger devenait, dans les faits, un "prix plancher" au moment où le prix officiel de l'OPEP faisait figure de "prix plafond" qui, lui, évoluait au gré des tribulations propres à cet organisme.

Durant les trois présidences de Nixon, Ford et Carter, la politique américaine consistait principalement à faire pression sur les pays de l'OPEP pour les amener à bondonner leur politique haussière ~~afin de~~ <sup>et de</sup> s'approcher le plus près possible du "prix plancher". Le retournement du marché en 1981, qui dans une large mesure était la conséquence de cette politique haussière à courte vue, allait retrécir de plus en plus les parts de marché de l'OPEP et déclencher entre ses membres les conflits, classiques aujourd'hui permanents.

Le point culminant de cette situation est, sans conteste, la guerre des prix de 1986. En effet, à un moment, risquait même de percer le fameux "prix plancher". La réaction des Etats-Unis ne s'est pas fait attendre, car G. Bush, vice-président à l'époque, fut dépêché en Arabie saoudite pour demander à ce pays d'arrêter cette guerre et de ramener les prix au moins jusqu'au niveau du "prix plancher" de l'époque, soit 15/16 \$/bl. En quelques jours, les prix ont en effet remonté de 7/8 \$/bl, leur niveau le plus bas, à 16/17 \$/bl. Cette intervention directe et claire des Etats-Unis, en pleine période de libéralisme réaganien, prouve suffisamment l'intérêt vital ~~de~~ de ce pays pour le maintien d'un "prix plancher" qui répondrait le plus possible à son objectif de relative autonomie pétrolière. Cette épisode <sup>manifeste</sup> aussi l'intérêt convergent de l'Arabie saoudite et des autres pays du Golfe de moindre importance (Koweït, E.A.U) avec les Etats-Unis pour le maintien d'un prix pas trop éloigné du "prix plancher", ~~ni~~ <sup>même</sup> à la hausse ni à la baisse.

Mais pourquoi ces pays du Golfe ont intérêt à défendre ce niveau de prix ? La réponse à cette question renvoie immédiatement à la deuxième contradiction du système pétrolier qui est l'opposition entre le "plan long" et le "plan court" à l'intérieur de l'OPEP et les difficultés considérables de cet organisme qui l'empêchent de trouver et de maintenir un "prix plafond" admis par tous et stable.

~~de la crise. 1. 4. "Plan long" et "plan court"~~

~~et plan long et plan court : il se déroule~~  
~~2. le déclenchement du plan long et plan court~~

Dès 1974 j'ai eu l'occasion, avec d'autres observateurs, de mettre l'accent sur une contradiction profonde à l'intérieur même de l'OPEP qui, à l'évidence, une des causes majeures de l'instabilité de cette organisation (A. AYOUB, 1974). Il s'agit de la détermination des niveaux. En effet, deux ~~co~~ de prix collectif optimal ("prix plafond") pour l'ensemble des pays membres de l'OPEP. Un prix collectif optimal en surface.

A cet égard, deux conceptions se sont opposées et continuent à le faire depuis le premier choc pétrolier. Chacune de ces deux conceptions possède sa logique propre qui, au dernier analyse, découlent directement et dans chaque cas d'une réalité physique difficilement modifiable et d'un raisonnement économique contraignant.

Pour (les pays du Golfe) à faible population, à besoins financiers relativement limités, à réserves immenses et à coûts d'extraction et de développement excessivement faible (à peine 0.50 \$/bl en moyenne), le prix du pétrole doit être maintenu à un niveau compétitif par rapport aux coûts des énergies substituées. La hausse des prix, selon cette optique, devrait donc être étalée sur une longue période de temps afin de protéger la valeur intrinsèque des réserves de ces pays de la concurrence prémature des ~~autres~~ énergies. Cette position, dite du "plan long", est à la base même du comportement des pays comme le Koweït, les Emirats Arabes Unis et du plus important parmi eux, l'Arabie Saoudite.

En revanche, pour les autres pays de l'OPEP, dont les réserves sont relativement plus modestes et la population et les besoins financiers beaucoup plus importants, la valorisation optimale de leurs stocks en terre les pousse, avec une logique tout aussi défendable que le premier groupe de pays, à vouloir hausser les prix de leur pétrole dans un laps de temps relativement court. Leur objectif est de faire en sorte que les prix du pétrole puissent se rapprocher de plus en plus, le plus rapidement serait le mieux, des coûts de substituts puisque car au moment où ces derniers seront mis en marché, les réserves pétrolières de ces pays seront soit épuisées, soit en déclin. C'est le "plan court"

i cet égard, dans une position particulière étant donné l'importance concomitante de leurs réserves, de leurs populations et de leurs besoins financiers. La guerre meurtrière et dévastatrice des années 80 entre ces deux pays, avait augmenté considérablement ces besoins financiers et ~~poussent~~<sup>aujourd'hui</sup> ces deux pays à adopter "le plan court" malgré les réserves considérables d'hydrocarbures que recèle leur sous-sol.

Pour résumer la position de ces deux groupes, on peut donc dire que le premier cherche à optimiser ses revenus par les quantités, tandis que le second cherche à les optimiser à la marge, par les prix. Il n'y a pas, à ma connaissance, de solution théorique, ni pratique, qui puisse satisfaire pleinement et simultanément ces deux groupes de pays. Autrement dit, il ne peut exister en principe un seul prix optimal ou un seul "prix plafond" qui répondrait aux intérêts de l'ensemble des pays de l'OPEP et, en même temps, à ceux d'eux individuellement. La seule solution pacifique à ce problème, c'est le compromis qui, par définition, est fonction des rafforts de forces du moment. D'autant plus, que les treize membres de l'OPEP sont des Etats souverains ayant chacun sa propre vision politique (internationale, régionale et nationale) ainsi que ses propres alliances.

Dans ces conditions, il n'est vraiment pas besoin d'avoir recours à une quelconque théorie du complot pour expliquer le comportement, en matière de politique de prix, des pays du Golfe, surtout l'Arabie Saoudite et Koweït. D'une part, nous venons de le voir, ce comportement répond parfaitement à leurs propres intérêts économiques. D'autre part, cette politique coïncide très bien avec la politique américaine <sup>qui consiste à</sup> de favoriser un prix courant pas trop élevés et <sup>en même temps</sup> pas trop éloigné du "prix plancher". Il y a donc là une convergence d'intérêts/tout à fait évidente <sup>et</sup> que les besoins de protection <sup>militaires</sup> des pays du Golfe, tous très <sup>vulnérables</sup>, militairement, par une grande puissance ne fait que cimenter et renforcer. L'option

X X X

L'erreur catastrophique de Saddam Hussein est d'avoir cru qu'il pouvait réconcilier le conflit d'intérêts entre sa politique des prix et celle du Koweït, en envahissant ce pays souverain et en l'annexant, ensuite, à lui piètement et simplement. Il faut bien souligner, <sup>ce qui perturbe</sup> en fait cela totalement conditionné, par ailleurs, que le dirigeant <sup>du</sup> irakien était complètement omnibuf, dans son comportement.

À ce point du développement de notre analyse, les propos d'étapes suivants peuvent être souligner :

- Il existe, et c'est là un fait maintenant démontré, un "prix plancher" qui n'a jamais été percé, tout au long des vingt dernières années environ, malgré les changements multiples et incessants des structures du marché.
- Ce "prix plancher", aujourd'hui d'environ 18/20 \$/bl en moyenne en dollars courants, correspond approximativement aux coûts moyens de production des gisements aux Etats-Unis et aussi au Canada).
- Le maintien de ce prix, depuis 1973, a permis aux Etats-Unis, non pas de réaliser une indépendance énergétique (projet coûteux et, de toute manière, chimérique), mais de conserver quand même une certaine autonomie énergétique. ~~Sans ce "prix plancher", dans une situation~~ d'un marché complètement libre et concurrentiel, ce "prix plancher" n'aurait pas résister et les Etats-Unis auraient été totalement dépendants du pétrole étranger (surtout celui du Golfe). Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (48% de dépendance).
- Si ce "prix plancher" a pu se maintenir pendant toute cette période, ce n'est pas que l'OPEP est un cartel (ou un monopole), c'est principalement parce que l'Arabie Saoudite, l'ornis la paranthèse vite refermée de la guerre des prix, à bien accepter de le défendre en modulant sa propre production selon l'état de l'offre et de la demande.
- Si l'Arabie Saoudite, le Koweït et les E.A.U avaient pratiqués la politique de hausse modérée des prix, en augmentant leur quantité produite, c'est parce que, d'une part, cette politique répond à leurs propres intérêts économiques et que, d'autre part, elle leur assure la protection, politique et militaire, des Etats-Unis.

• De bout en bout du raisonnement, il s'avère évident, <sup>que le pétrole,</sup> ~~en dépit parfois des apparences~~ marchés spot, à terme...etc), est un produit stratégique dont la détermination des prix et des quantités produites répondent ~~au niveau~~ non seulement à des impératifs purement économique, mais aussi à des impératifs politiques/international, régional et national.

A partir de ces points de repères, il est maintenant possible d'aborder l'examen de la crise du Golfe, ~~afin~~ dans ces deux phases de déclenchement et de déroulement,

## 2. Les leçons de la crise du Golfe Quels leçons ?

Dès les premières heures de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 Août 1990, les sonostics alarmistes et les scénarios-catastrophes se sont multipliés ~~à~~ un peu partout travers le monde. On craignait des interruptions l'extension du conflit à l'Arabie saoudite / des interruptions incessantes dans le flux des approvisionnements pétroliers, accompagnées ou suivies de flambées des prix durables comparables à celles de 1973 et 1980.

Ni l'une, ni l'autre de ces deux prévisions ne s'est, en fait, réalisée. Le monde n'a pas manqué de pétrole, même pendant les quarante jours de la guerre ; les prix n'ont connus que des poussées temporaires, souvent amplifiées par la spéculation. A bien y regarder, toutefois, la crise pétrolière guettait au tournant et n'aurait été évitée que de justesse. Mais, au delà des effets immédiats, la crise du Golfe a confirmé quelques constantes qui vont sans doute contribuer à dessiner les principaux traits du nouveau paysage pétrolier qui semble se mettre en place.

### 2.1. Les pays du Golfe sortent plus dépendantes des Etats-Unis

Une des justifications avancées par l'Irak pour envahir le Koweït et l'annexer, était la politique de faibles prix et d'augmentation de la production que suivait ce pays depuis quelque temps. L'erreur catastrophique de Saddam Hussein est d'avoir cru qu'il pourrait résoudre le conflit d'intérêts entre sa politique des prix et celle du Koweït, en envahissant ce pays souverain et en l'annexant, ensuite, purement et simplement à l'Irak.

Le comportement était, en réalité, totalement conditionné par une vision idéologique du monde arabe, la vision bâthiste, qui lui faisait croire que l'abolition des ouvrainetés, issues de la période coloniale, lui était un devoir sacré. Cette référence idéologique, très peu évoquée par les commentateurs lors de la crise, explique, me semble-t-il, l'aveuglement et l'obstination de la direction irakienne ainsi que ses graves erreurs : le calcul des intérêts et des rapports de force en présence. En somme, au lieu de chercher un compromis, certes difficile et par définition fragile, entre la politique pétrolière

à trouver un moyen plus rapide et plus radicale de "régler" ce problème: la suppression de la souveraineté du pays récalcitrant.

Tant que les souverainetés actuelles restent en place  
Tant que le monde arabe reste ce qu'il est maintenant et que les souverainetés en place restent ce qu'elles sont, il y a toujours risque de voir les mêmes causes produire les mêmes effets. D'où l'accroissement des sentiments d'in sécurité qui dominent aujourd'hui les pays pétroliers du Golfe et leur tendance à vouloir être bien protégés quitte à accepter d'être plus dépendants l'ensablement de la puissance américaine. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter le projet mort-né d'une force arabe de dissuasion (essentiellement égypto-syrienne) en faveur d'une prolongation du stationnement des troupes américaines ~~dans~~ en Arabie Saoudite, Koweït et ~~les~~ quelques autres pays du Golfe.

En d'autres termes, ces pays chercheront désormais à renforcer leur option pétrolière (le plan long et des prix modérés) par ~~l'aval direct des Etats-Unis et leurs~~ protection. Ceci ne veut pas nécessairement dire que l'Arabie Saoudite <sup>par exemple</sup> ne fera ~~pas~~ <sup>aucune</sup> concessions sur les prix et/ou sur ~~les~~ niveau de sa production pour "acheter", à meilleur compte, une certaine tranquillité sur le plan régional ou sur celui de l'OPEP. Ce pays semble <sup>de billeurs,</sup> avoir toujours été conscient de cet aspect du problème dans la mise en pratique de sa politique pétrolière; on ne peut en dire autant en ce qui concerne le Koweït.

### 2.2. Capacité de production disponible et sécurité de l'offre pétrolière

#### 2.2.1. La crise pétrolière évitée de justesse

Suite à l'embargo contre le pétrole irakien et koweïtien, un "trou" d'environ 4,3 millions de b/j ~~s'était~~ creusé dans l'approvisionnement mondial du pétrole. La question qui s'est immédiatement posée est: comment ce déficit considérable va-t-il être comblé?. D'autant plus que la plupart des experts avaient, ces dernières années, de serieux doutes sur la capacité de production disponible de la plupart des pays du Golfe après des années de baisse de production, de guerre (Irak-Iran) et de manque d'entretien.

A l'étonnement général, l'Arabie Saoudite a réussi, en quelques semaines seulement, à augmenter sa production de 5,4 millions de b/j (excluant la zone neutre) en juillet à

ainsi 60% environ du déficit. Le Venezuela venait en deuxième place avec une augmentation de sa production de l'ordre de 400.000 b/j représentant l'équivalent de 10% environ du déficit. Les autres pays de l'OPEP, ceux du moins qui avaient des capacités disponibles, n'auraient pas tardé à emboîter le pas en augmentant à leur tour leur production. Dès Novembre, l'OPEP avait retrouvé le niveau de sa production de juillet avec 23 millions de b/j sans l'affort du Koweït et de l'Irak.

X Il faut bien noter, par ailleurs, que seul un pays non-OPEP, le Mexique, avait réussi à augmenter sa production de quelques 155.000 b/j contribuant, ainsi, pour autant, à la résorption du déficit global. Les autres pays non-OPEP, même s'ils le voulaient, étaient dans l'incapacité de suivre le mouvement. Soit parce qu'ils produisaient déjà à leur pleine capacité : cas de la Mer du Nord et des autres pays de moindre importance. Soit parce que leur production était considérée dans sa phase de déclin : cas des Etats-Unis et du Canada. Soit enfin parce que leur industrie pétrolière était dans un état de désorganisation et de décomposition fort avancé : cas de l'Union Soviétique.

K On peut donc conclure que la presque totalité de la capacité de production disponible fut utilisée pour satisfaire la demande mondiale. Une très faible marge de sécurité était ainsi disponible pour satisfaire la demande de répondre à toute interruption de la production d'origine accidentelle, technique, voire même politique ou militaire. L'équilibre entre l'offre et la demande était donc placé sur le fil du rasoir et n'importe quelle perturbation aurait pu entraîner des réactions en chaîne, probablement disproportionnées, tant du côté des approvisionnements que des prix. Les mêmes conséquences auraient été enregistrées si l'on était obligé de recourir à une manœuvre massive ou prolongée aux stocks stratégiques.

### 2.3. Le poids de l'Arabie Saoudite

Le rôle que l'Arabie Saoudite a joué, dans les conditions que je viens de résumer, paraît en effet tout aussi capital qu'irremplaçable. Sans la volonté politique de ce pays d'augmenter sa production et sans sa capacité technique de le faire, le monde

A l'occasion de la crise du Golfe, ce pays a administré encore une fois la preuve de l'importance vitale de ses ressources pétrolières, de sa stabilité politique et de sa position stratégique dans l'équilibre, pétrolier et politique, mondial.

Il est, d'ailleurs, en invoquant cette importance vitale que les Etats-Unis avaient empêché, comme deuxième mesure de riposte après l'embargo, leurs troupes dans ce pays avec mission, au début exclusive, de le défendre contre une éventuelle attaque irakienne. La mission offensive de déloger militairement l'Irak du Koweït n'allait venir que dans un troisième temps et un peu plus tard. Il est donc l'importance de l'Arabie Saoudite dans la hiérarchie des priorités du gouvernement américain.

Une des leçons que l'on peut déjà tirer de la crise du Golfe est l'importance du lien qui existe entre le niveau de la capacité de production disponible et l'effet des événements politiques sur la sécurité de l'offre et le niveau des prix. Plus cette capacité est proche de la demande, plus l'impact de ces événements est important et immédiat. Par conséquent, une plus grande sécurité exige, à l'évidence, l'existence ou permanence et la dispersion géographique d'une capacité excédentaire à tout moment disponible pour une éventuelle utilisation. Or, il se trouve que la construction d'une telle capacité excédentaire ne pourrait avoir lieu en dehors du pays du Golfe et d'une manière plus spéciale en dehors de l'Arabie Saoudite. C'est ce pays qui dispose des réserves les plus abondantes, et à ceint le plus d'où son importance stratégique et la signification faible, d'où l'importance des plans qu'il avait dressé, avant la crise, pour augmenter sa capacité et les problèmes que posent aujourd'hui leur financement.

#### 2.4. Des prix politiques dans des marchés libres

Tout au long des six mois de la crise, les fluctuations des prix étaient fonction, d'une part, d'une réalité physique (la production à la limite des capacités disponibles) et, d'autre part, de l'évolution de la situation politique et militaire. Le point qu'il faut commencer par souligner, à cet égard, c'est que les marchés libres (spot, à terme) se sont révélés capables de "digérer" sinon de "gérer" la crise. Ils ont, en effet, trans formés instantanément en données économiques, publiques et immédiates,

(16)

certain degré de spéculation, difficile à préciser, est venu amplifier les effets de ces anticipations sur les prix, mais cela n'empêche pas ~~le fait~~ que ces marchés auraient fait la preuve, à l'occasion de la crise, de leur souplesse et de leur transparence.

Il serait faux, pourtant, d'interpréter cette dernière constatation comme la démonstration que le pétrole n'est plus un produit stratégique où que les facteurs politiques ne soient plus comme des déterminants dans la fixation de son prix. Pour illustrer les effets de ces facteurs sur le marché, il est en effet possible de découper en trois phases l'évolution de la crise et de suivre, dans chaque phase, ces effets.

§ Dans les premiers jours qui ont suivi l'invasion, les prix ont connu une première flambée qui les a conduit de 18/19 \$/bl, leur niveau de juillet, à 30 et ensuite à 35/38 \$/bl sur quelques jours. Cette phase a vite trouvé son terme avec, d'une part, l'arrivée des premiers contingents américains sur le sol saoudien et, d'autre part, l'augmentation de la production saoudienne et vénézuélienne. Les prix commençaient alors à fléchir pour finir par se situer dans une fourchette de 28/30 \$/bl.

Durant toute la deuxième phase, dite diplomatique, les fluctuations des prix dépendaient surtout des réponses que les opérateurs sur le marché donnaient aux deux questions suivantes : est-ce que la guerre va-t-elle avoir lieu ? et, dans ce cas, est-ce que les centres de production et de conduite du pétrole saoudien seront-ils touchés ?. Comme il était difficile de répondre d'une manière tranchée à ces deux questions, toute déclaration conciliante (ou interprétée comme telle) favorisait une baisse des prix. A l'inverse, toute déclaration belliqueuse avait l'effet contraire.

La troisième et dernière phase de l'évolution des prix, avait commencé avec l'attaque aérienne où, pour quelques heures seulement, les prix avaient connu un sommet de 40 \$/bl à Tokyo pour se retrouver, tout de suite après les premiers communiqués militaires, à ~~35~~ 30 \$/bl. Quand la victoire des Etats-Unis et de ses alliés ne faisait plus de doute ; quand, surtout, la guerre n'a pas pris l'extension régionale appréhendée et que les champs et les installations pétrolières de l'Arabie Saoudite étaient hors de danger, les prix ont immédiatement chuté pour se retrouver à leur niveau d'avant la crise.

### 3. Quel "nouvel ordre pétrolier" ?

Pendant le déroulement même de la crise, surtout dans sa phase guerrière, les responsables américains commençaient déjà à parler d'un "nouvel ordre mondial" dont le "nouvel ordre pétrolier" était une des composantes. Quelles sont les véritables perspectives qui s'ouvrent à cet égard et quelle sera leur chance d'aboutir ? Est-ce que le "nouvel ordre" sera vraiment au cœur où sera-t-il la consolidation et la consécration des constantes que nous avons dégagées dans les lignes qui précèdent ?

#### 3.1. L'OPEP à la recherche d'un rôle

L'augmentation généralisée de la production, qui a suivi l'embargo, était en réalité le résultat des décisions que chaque pays producteur avait pris individuellement et d'une manière tout à fait autonome. L'OPEP, comme organisme collectif de décisions, n'aurait fait que les entériner malgré la réticence de la part de l'Iran et de l'Algérie. Le système de plafond commun de production et de répartition de quota par pays, qui venait d'être confirmé et consolidé quelques jours avant le début de la crise, fut donc officiellement aboli. C'est l'Arabie Saoudite qui avait exigé cette abolition et elle fut, bou gré mal gré, entendue. Au moment de rédiger ces lignes, le chacun-pour-soi est encore la règle parmi les pays producteurs, d'où la question que tout le monde se pose aujourd'hui : à quoi sert l'OPEP ? Cette question débouche directement sur la suivante : quelle va être, dans le court terme, l'évolution du marché pétrolier ?

Dans un avenir plus ou moins rapproché (six mois, un an), le Koweït et l'Irak reviendront petit à petit sur le marché. Pour le Koweït, c'est là une question essentiellement technique. Il s'agit en effet de réparer et de remettre en marche ses installations pétrolières endommagées et d'éteindre les incendies qui ravagent ses puits. Dans un an ou deux ce pays retrouvera son niveau de production d'avant la crise. D'ici six mois, croit-on, ce pays peut déjà produire et exporter environ 500.000 b/j. Pour l'Irak, la question paraît être plus politique que technique, car affaiblissement les capacités

Koweït. Dès que l'embargo va être aboli, l'Irak reprendra le rythme plus ou moins normal de ses activités pétrolières.

Pour des raisons évidentes, ces deux pays vont être poussés non seulement à produire, mais à dépasser même le niveau de leur production d'avant la crise. C'est à cette condition, en tout cas, qu'ils vont pouvoir reconstruire leurs économies en ruines et payer, dans le cas de l'Irak, les énormes réparations et pénalités exigées de lui par le Koweït et les Etats-Unis. Si tout se passe de cette manière, nous risquons très fort de se retrouver exactement dans la situation qui prévalait en 1986, c'est-à-dire face à un excédent important de l'offre sur la demande. Dans ce cas, où bien l'Arabie Saoudite accepte de diminuer considérablement son niveau de production actuelle pour faire face une place à ces deux revenants, où alors les prix vont se retrouver sur une pente d'aujourd'hui descendante.

La situation peut même devenir encore plus compliquée qu'en 1986, car l'Arabie Saoudite elle-même se trouve déjà aujourd'hui dans une situation financière qui l'oblige à recourir aux emprunts internationaux pour payer les dépenses considérables entraînées par la guerre. Elle sera donc, elle aussi, poussée à produire pour satisfaire ses besoins financiers, ce qui était loin d'être le cas en 1986. Si l'on tient compte, par ailleurs, du fait que la plupart des pays de l'OPEP sont maintenant endettés, le problème du partage des sacrifices, c'est-à-dire les quotas de production, deviendra de plus en plus aigu et difficile à régler.

(1) Deux scénarios peuvent alors être envisagés. Soit que les pays de l'OPEP arrivent à trouver, à l'intérieur même de l'OPEP actuelle, une solution de compromis sur les quantités-prix qui, il faut bien l'admettre une fois pour toute, sera toujours fragile et menacé. Soit que l'OPEP change radicalement ses structures et se transforme en groupe plus restreint incluant exclusivement les pays du Golfe qui dont les intérêts économiques et politiques sont convergents. Ce groupe formera alors une nouvelle OPEP adoptant une stratégie de quantités-prix qui reflétera directement les intérêts propres de ce groupe sans devoir s'embarrasser, comme maintenant, d'obtenir pour chaque décision l'aval des autres pays.

### 3.2. Un "condominium" américaino-saoudien

Que l'un ou l'autre de ces deux scénarios se réalise, cela n'empêchera pas que le contrôle final de la situation se trouve entre les mains des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite. C'était d'ailleurs, le cas depuis 1973 et la crise n'a fait que le confirmer et le consolider.~~et consolider~~

C'est  
Et cette est tout simplement dans ~~la nature des choses~~ parce que l'Arabie Saoudite est le plus grand producteur de pétrole au monde potentiellement, et les Etats-Unis le plus grand centre de consommation dans le monde effectivement ~~que~~ <sup>qu'en</sup> "condominium" américaino-saoudien paraît être la base de fond du "nouvel ordre pétrolier".

Les deux pays peuvent, à eux deux, "décider" des niveaux des prix tout en utilisant le marché comme véhicule à leurs décisions concernant l'offre et la demande. La réaction américaine aux appels au dialogue à une réouverture du dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs (position <sup>commune</sup> de la France et du Venezuela officiellement; et position officielle de l'Iran) est d'une brutalité sans détour: non seulement les Etats-Unis y sont opposés, mais ils déclarent clairement favoriser les relations et ententes bilatérales (entendre la logique sous-jacente à cette attitude est pourquoi vouloir faire à américano-saoudiennes). ~~Plus~~ L'Arabie Saoudite adopte une attitude plus diplomatique, vingt ce que l'on peut très bien faire à deux. Cette position de principe peut devenir un peu ~~mais semble dans le fond partager ce point de vue~~ plus flexible pour accorder suite aux pressions que les autres pays producteurs et les autres pays consommateurs ne manqueront pas d'exercer sur les Etats-Unis, mais je doute que cela change ~~pas~~ une profondeur la position américaine. D'autant plus, que les Etats-Unis sont toujours très réticents à ouvrir un dossier, celui du dialogue Nord-Sud, qu'ils ont bien entamé depuis Caucan.

Pour l'Arabie Saoudite, la situation est plus complexe ~~parce que~~ étant donné ~~avec~~ la sensibilité saoudienne à son environnement régional. Malgré l'appui <sup>ultime</sup> ~~même~~ des Etats-Unis, la main de fer vient de le démontrer, ce pays préfère quand même entretien, autant que possible, de relations de bon voisinage avec les pays qui l'entourent qu'à faire quelques concessions. Il faut bien rappeler à cet égard, que l'Arabie Saoudite avait bien signé <sup>avec l'Irak</sup> un traité d'amitié et de coopération ~~avec~~ l'Irak et qu'elle paraît aujourd'hui bien disposée à ~~entretenir~~ entretien de meilleures relations avec l'Iran.

### 3.3. Quel dialogue ?

- Dans qqs jours réunion de Paris (France - Venezuela) = 20 pays
- Il y a qqs. le séminaire d'Ispahan. (Iran)

De quoi doit-on et peut-on parler ?

- ① Tout le monde est d'accord sur le "prix plancher" (sauf risque de dérapage quand pléthore de la production et des besoins financiers).
  - ② Comment raccrocher le prix plafond.
    - Au marché ?
    - A la croissance des pays industrialisés
    - Au conflit inter - OPEP ?
  - ③ Réintégration de l'industrie  $\Rightarrow$  pour plus de stabilité et pour réaliser "la sécurité réciproque"
  - ④ Un plan Marshall pour le Moyen-Orient.
    - Proposition de S. Hussein !
    - Misère actuelle ! qui va financer.
  - ⑤ Pétrole, développement et Démocratie.
    - Comptabilité et contrôle.
-